1138 (2022-2023) — N° 1

PARLEMENT WALLON

SESSION 2022-2023

22 NOVEMBRE 2022

PROJET DE BUDGET DE FONCTIONNEMENT DU PARLEMENT DE WALLONIE POUR L'ANNÉE 2023

5e session de la XIe législature

site web : www.parlement-wallonie.be
courriel : courriel@parlement-wallonie.be

Projet de budget 2023 du Parlement de Wallonie

1. Généralités

Les dépenses sont estimées à 80.280.511 € se répartissant en 71.968.400 € de dépenses courantes, dont 100.000 € se rapportant aux exercices antérieurs, et 8.312.111 € de dépenses de capital, dont 50.000 € se rapportant aux exercices antérieurs.

S'y ajoute la dotation au Service de médiation commun pour un montant de 1.762.000 €.

Les recettes devraient atteindre 1.153.091 € hors dotations et prélèvement.

2. Paramètres d'établissement

Le projet de budget des dépenses a été établi sur base des prévisions des services (technique du budget à base zéro), du compte de l'année 2021 et des résultats du contrôle budgétaire de la mi-2022.

Il repose en outre sur l'indexation annoncée des rémunérations et dépenses en rapport de 2% en février 2023, avril 2023 et septembre 2023.

3. Commentaires des articles

Les commentaires se rapportent aux évolutions significatives.

3.1. Budget des dépenses

Le budget des dépenses s'élève à un total de 80.280.511 € se répartissant entre :

- dépenses courantes : 71.968.400 €;

- dépenses de capital : 8.312.111 €;

- dépenses relatives aux exercices antérieurs : 150.000 €.

Un tableau détaillé est annexé.

3.1.1. Dépenses courantes

A111 Membres – Indemnités – Indemnités parlementaires
A113 Membres – Indemnités – Pécule de vacances
A114 Membres – Indemnités – Allocation de fin d'année
A115 Membres – Indemnités – Indemnités fonctions spéciales
A116 Membres – Indemnités – Indemnités de fin de mandat
A123 Membres – Remboursement de frais – Frais exposés
A141 Membres – Pensions – Cotisations
A142 Membres – Pensions – Subside asbl Caisse de retraite
A31 Membres – Financement de la vie politique – Subsides aux groupes politiques
A32 Membres – Financement de la vie politique – Dotation aux partis politiques
Il a été tenu compte des indexations prévues au 1er février, 1er avril et 1er septembre 2023.

A121 Membres – Indemnités – Cotisations de mutualité : ce crédit permet la prise en charge des cotisations de soins de santé pour les députés qui ne relèvent d'aucun système d'assurance sociale. Une procédure de régularisation des dossiers des députés étant toujours en cours, une provision est sollicitée.

A122 Membres – Indemnités – Frais de déplacement : le forfait pour frais de déplacement a été indexé à partir de juillet 2023 comme chaque année.

A131 Membres – Indemnités – Fournitures diverses : le crédit tient compte, d'une part, de la diminution des frais relatifs à Servipark dès lors que les parlementaires peuvent stationner leur véhicule au parking de la Confluence depuis juin 2021 et, d'autre part, de l'augmentation du prix du timbre Prior.
Sont aussi visés les frais en lien avec les services de Belgapress.

A134 Membres – Indemnités – Assurances : le crédit tient compte de la diminution du nombre de bénéficiaires.

A135 Membres – Indemnités – Télécommunications : le crédit tient compte de l'augmentation des coûts de télécommunications.

A21 Membres – Collaborateurs des membres et des groupes politiques – Traitements et salaires : cet article assure la prise en charge des traitements et charges en lien avec les collaborateurs des parlementaires et des groupes politiques. Il a été tenu compte des indexations annoncées.

A23 Membres – Collaborateurs des membres et des groupes politiques – Assurances : le crédit anticipe l'augmentation des dépenses liée à l'assurance contre les accidents du travail qui sont en lien avec la masse salariale.

A24 Membres – Collaborateurs des membres et des groupes politiques – Pécule de vacances : le montant estimé est supérieur au montant de 2022 car le nombre de collaborateurs actifs en 2022 est plus important qu'en 2021. Pour rappel, le pécule de vacances est calculé sur la base des prestations de l'année précédente.

A25 Membres – Collaborateurs des membres et des groupes politiques – Prime de fin d'année : le montant estimé du crédit est supérieur au montant de 2022 car le nombre de collaborateurs actifs en 2022 est plus important qu'en 2021.

A41 Membres – Relations extérieures – Organismes inter-parlementaires : la proposition tient compte de la potentielle reconduction du mandat de M. le Président à la présidence de la CALRE pour l'année 2023.

A43 Membres – Relations extérieures – Missions
A44 Membres – Relations extérieures – Comités mixtes : ces crédits sont consacrés à l'organisation des missions du Parlement.

B1 Personnel – Traitements et salaires : les prévisions budgétaires 2023 ont été établies sur la base de l'effectif en place en septembre 2022, des recrutements prévus (6 attachés, 1 assistant, 1 rédacteur, 2 secrétaires et 3 huissiers), des engagements prévus (2 assistants, 1 commis et 1 huissier), des départs à la retraite (1 niveau A et 1 huissier), des allocations d'ancienneté et des indexations prévues en février, avril et septembre 2023.

B4 Personnel – Indemnités de distance : les remboursements de frais de déplacement, les recrutements prévus, les engagements prévus et les indexations conduisent à une augmentation du budget lié aux indemnités de distance.

B7 Personnel – Allocation de fin d'année : les prévisions budgétaires 2023 ont été établies sur la base du compte de l'année 2021 tout en tenant compte des mouvements du personnel (entrées et sorties), des recrutements prévus, des engagements prévus et des indexations prévues au 1er février, 1er avril et 1er septembre 2023.

B9 Personnel – Médecine du travail
B10 Personnel – Contrôle médical : les prévisions budgétaires 2023 ont été établies sur la base de l'estimation de la cotisation annuelle 2022 et des factures de 2021 liées à la médecine du travail et au contrôle médical.

B12 Personnel – Formations : les prévisions budgétaires 2023 ont été établies sur la base des comptes 2019, 2020 et 2021 (dépenses réalisées en suite de la clôture du plan de formation arrêté par le Bureau en sa réunion du 7 février 2019).

B17 Personnel – Assurances : le crédit tient compte du nombre d'agents qui va augmenter en 2023 en raison des recrutements et engagements prévus.

B19 Personnel – Personnel intérimaire : l'utilisation d'un logiciel de transcription automatique par reconnaissance vocale permettra de diminuer progressivement le recours à des secrétaires intérimaires.

B20 Personnel – Personnel temporaire CRA : le crédit tient compte du basculement partiel de la charge de travail des secrétaires vers les rédacteurs en suite de l'utilisation d'un nouveau logiciel de transcription automatique par reconnaissance vocale. Le crédit tient également compte du déficit en personnel interne.

B21 Personnel – Autres prestations et travaux : cet article recouvre divers frais de consultance (avocats, traduction, assistance technique pour les marchés publics, certifications, etc.).

Le crédit tient compte de la diminution du crédit alloué à différents projets en raison de leur avancement en 2022, et notamment :
- des honoraires de consultance devant intervenir dans le cadre de rédaction de cahiers de charges;
- des honoraires de consultance dans le cadre du suivi de projets et d'études dans le domaine de la sécurité physique des bâtiments du Parlement;
- les honoraires de consultance relatifs à la maîtrise d'œuvre visant la construction de la nouvelle Maison des parlementaires;
- les honoraires de consultance dans le cadre de l'extension de mission au marché de service relatif à la maîtrise d'œuvre visant la construction de la nouvelle Maison des parlementaires pour l'aménagement intérieur et la restructuration de l'architecture du réseau informatique.

Par ailleurs, certains crédits ont pu être supprimés en raison de l'achèvement de missions en 2022, et notamment :
- la mission d'auteur de projet pour la jonction piétonne;
- les honoraires relatifs au marché de services dans le cadre de l'intervention d'un bureau de contrôle technique pour le marché de travaux de la nouvelle Maison des parlementaires;
- la mission d'auteur de projet pour la mise en lumière du bâtiment Saint-Gilles;
- les honoraires relatifs au marché de services dans le cadre de la coordination sécurité-santé pour le projet de la nouvelle Maison des parlementaires.

C1 Bâtiments – Loyers et indemnités d'occupation : le crédit tient compte des loyers relatifs au Centre des visiteurs provisoire et à l'immeuble destiné à relocaliser les occupants de la Maison des parlementaires qui ne devraient plus être à charge du Parlement à la fin du mois de mai 2023 et de la suppression de la provision relative à la location du parking situé rue Notre-Dame qui a pris fin en mai 2022.

C2 Bâtiments – Nettoyage : le crédit anticipe l'augmentation des coûts de nettoyage qui interviendront en raison du nouveau marché public qui devrait débuter le 1er janvier 2023 ainsi que de l'augmentation des coûts inhérents à la nouvelle Maison des parlementaires qui devrait être inaugurée courant 2023.

C5 Bâtiments – Eau : le crédit tient compte d'une éventuelle augmentation de prix de l'eau en 2023.

C6 Bâtiments – Gaz
C7 Bâtiments – Electricité
Les crédits tiennent compte de l'augmentation annoncée des prix de l'énergie en 2023.

D1 Mobilier-Matériel – Entretiens et réparations : le crédit tient compte de l'augmentation du nombre de licences informatiques nécessaires au Greffe et de l'augmentation du matériel informatique et du matériel de sécurité entraînant une augmentation du coût des maintenances.
Cette augmentation est légèrement compensée par la diminution des dépenses relatives aux postes sécurité, accès, matériel entretien divers et ascenseurs, monte-charge.

E2 Fournitures – Boissons-alimentation-repas : le crédit relatif à ce poste reprend l'ensemble des commandes de boissons et de repas, étroitement liées aux activités du Parlement.

E3 Fournitures – Habillement et linge : le crédit tient compte des augmentations de frais liés à la décision du Bureau du 16 décembre 2021 relative aux costumes du personnel qui faisait suite au contrôle réalisé par l'ONSS.

F1 Impression et documentation – Documents et publications : ce crédit est consacré à la réalisation du rapport d'activités du Parlement et à celui des députés.

F2 Impression et documentation – Documentation-livres : ce crédit permet de prendre en charge les abonnements annuels mais aussi de répondre à des demandes spécifiques d'achat d'ouvrages en lien avec les activités nouvelles du Parlement.

F6 Impression et documentation – Photocopieurs : le crédit tient compte de la location de deux nouvelles presses numériques couleurs.

H1 Transport – Assurance véhicule : le crédit tient compte de l'ancienneté du véhicule appartenant au Parlement (Opel Vivaro), ce qui entraîne une diminution du coût de l'assurance.

H2 Transport – Location véhicules : le crédit tient compte du coût relatif à la location de taxis et des loyers des véhicules du Parlement.

I1 Relations publiques-Protocole – Relations publiques : ce crédit se rapporte aux actions publiques organisées par le Parlement de Wallonie ou dans le cadre desquelles il intervient.

I3 Relations publiques-Protocole – Programme d'accueil et sensibilisation : le crédit tient compte de la conception et de la production d'une nouvelle édition du jeu de société « Cocorico », de la production des contenus destinés à être présentés dans le Centre des visiteurs et du film destiné à être projeté dans l'espace immersif intégrés à la nouvelle Maison des parlementaires.

J1 Taxes et impôts : le crédit prévoit, le cas échéant, un précompte immobilier pour la nouvelle Maison des parlementaires.

L1 Assurances – Assurances greffe : le crédit tient compte de l'augmentation des primes relatives aux assurances tous risques électroniques, assurance incendie et l'assurance RC décennale en raison de l'inauguration de la nouvelle Maison des parlementaires.

N1 Actions participatives – Commissions délibératives
N2 Actions participatives – Consultations populaires régionales :
Les crédits tiennent compte des frais liés à l'organisation d'une commission délibérative ou d'une consultation populaire. Il s'agit de montants prévisionnels.

3.1.2. Dépenses de capital

ACAP1 Membres – Mobilier et matériel : le crédit tient compte de la fourniture et de la pose de mobilier ainsi que de l'achat d'équipements de téléphonie pour la nouvelle Maison des parlementaires.

CCAP1 Bâtiments – Achats : le crédit est lié à l'acquisition éventuelle du parking situé rue Notre-Dame (expropriation en cours).

CCAP2 Bâtiments – Aménagements

OBJET	MONTANT
Aménagement de garde-corps dans les cages d'escaliers du bâtiment Square Arthur Masson	91.000 €
Construction de la nouvelle Maison des parlementaires	500.000 €
Aménagement d'un hangar pour stocker les barrières de la zone neutre du bâtiment Saint-Gilles	102.000 €
Fourniture et installation d'équipements pour la réfection des tableaux électriques du bâtiment Saint-Gilles	157.300 €
Réfection des luminaires extérieurs du bâtiment Saint-Gilles	95.765 €
Frais relatifs à la suspension éventuelle de chantiers	20.000 €
Remplacement de 4 ascenseurs et maintenance des ascenseurs et monte-charges des bâtiments du Parlement	224.963 €
Amélioration d'une gestion de logicielle complémentaire, pour les équipements audiovisuels en salles de commissions	60.500 €
Aménagement des équipements audiovisuels pour la nouvelle Maison des parlementaires	2.945.680 €
Étanchéité du bâtiment Square Arthur Masson notamment en vue de régler des problèmes dans le parking	821.348 €
Remise en état du bâtiment sis avenue Gouverneur Bovesse	88.000 €
Rénovation des sanitaires attenants au Salon des parlementaires	96.800 €
Aménagement des coins café au bâtiment Square Arthur Masson	72.600 €
Adaptation du système HVAC du bâtiment Saint-Gilles	35.000 €
Installation d'un UPS central au bâtiment Square Arthur Masson	145.000 €
Mise aux normes (incendie) du bâtiment Square Arthur Masson	46.955 €
Divers aménagements	100.000 €
Fourniture, installation et maintenance de lecteurs de badges dédiés au système de contrôle d'accès du Parlement de Wallonie	300.000 €
TOTAL	5.902.911 €

Le crédit tient compte des aménagements planifiés en 2022 qui ne pourront vraisemblablement pas être entamés ou terminés avant l'année 2023, en sorte que le solde de ces travaux interviendrait en 2023.

En outre, de nouveaux aménagements sont à prévoir pour l'année 2023 (lecteurs de badges, étanchéité du parking souterrain du SAM, garde-corps dans les escaliers du SAM, réfection des tableaux électriques, …).

DCAP7 Matériel informatique :

OBJET	MONTANT
Renouvellement des UPS informatiques	150.000 €
Matériel réseau pour la nouvelle Maison des parlementaires	165.000 €
Télétravail	25.000 €
Renouvellement partiel du parc de MAC	98.000 €
TOTAL	438.000 €

Le crédit concerne le renouvellement des UPS informatiques et la fourniture de matériel réseau pour la nouvelle Maison des parlementaires ainsi que le coût du matériel lié à la mise en place éventuelle du télétravail.

3.2. Budget des recettes

Le budget des recettes s'établit comme suit :

- dotation du Parlement : 71.447.000 €;
- recettes diverses : 1.153.091 €;
- dotation pour le Service commun de médiation : 1.762.000 €.

Un tableau détaillé est annexé.

3.2.1. Recettes courantes

A1 Membres – Récupération des indemnités parlementaires : ce crédit a pour objet la récupération de la moitié des indemnités parlementaires allouées aux ministres wallons qui siègent également au sein du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

A2 Membres – Récupération de traitement de collaborateurs : ce crédit concerne la récupération des rémunérations allouées aux collaborateurs au-delà des barèmes applicables et qui sont sollicitées par les Groupes politiques et prises en charge par eux.

C1 Bâtiments – Location d'immeubles : le montant de la recette tient compte de l'indexation des loyers payés par l'Institut Destrée et par la Ville de Namur pour le compte des associations folkloriques de l'immeuble sis rue Saint-Nicolas.

K1 Produits financiers : les travaux de construction de la Maison des Parlementaires suscitent des besoins en trésorerie qui ne permettent plus de faire des placements bancaires à terme. Les comptes bancaires et d'épargne n'engendrent plus d'intérêts positifs.

Z1 Divers – Assurance soins de santé retraités : la recette tient compte de l'augmentation du nombre de personnes retraitées.

4. Conclusion

Le projet de budget de l'année 2023 est tout d'abord impacté par une réduction de 4.000.000 d'euros du montant indexé de la dotation allouée au Parlement par le Gouvernement dans un contexte de maîtrise des dépenses et de crise énergétique.

Des efforts ont donc été réalisés tout en sachant que ce projet de budget reste fortement impacté par la finalisation de la construction de la nouvelle Maison des parlementaires et par son aménagement tant en termes de mobilier que d'équipements techniques.

En raison de la finalisation du projet de la Maison des parlementaires, les dépenses en capital restent importantes alors que les dépenses courantes progressent notamment pour les motifs suivants :

- l'impact des indexations annoncées en février, avril et septembre 2023 sur les rémunérations, les éléments en lien avec les rémunérations et les dépenses incompressibles qui s'ajoute à celui des indexations intervenues en 2022;
- les dépenses de personnel qui restent en progression en raison des recrutements à concrétiser en 2023 afin que les services du Greffe soient renforcés pour assurer les missions qui leur sont confiées;
- les crédits en lien avec la réécriture et l'implémentation du logiciel de données du Parlement;
- les crédits en rapport avec la possible organisation d'une consultation populaire ou de commissions délibératives.

Il a enfin été tenu compte dans le budget, d'une part, des coûts engendrés par la maintenance de la nouvelle Maison des parlementaires mais aussi des économies liées à sa mise en service tant en termes de location de bâtiments temporaires que de performances énergétiques et qui peuvent en partie compenser les coûts.

Il est enfin noté que les dépenses d'investissement sont autofinancées.

En conclusion, la dotation du Parlement, après être revenue depuis quelques années à un niveau qui ne remettait plus en cause l'autonomie du Parlement par rapport au pouvoir exécutif, connaît une réduction qui pourrait fragiliser le fonds de réserve indispensable dans la perspective du renouvellement intégral du Parlement qui interviendra en 2024 ainsi que de la capitalisation de la Caisse de retraite.

BUDGET DES DÉPENSES

	COMPTE 2021	BUDGET 2022	PROPOSITIONS 2023
DEPENSES COURANTES			
A MEMBRES			
A1 MEMBRES			
A11 INDEMNITES			
A111 Indemnités parlementaires	7.770.346,24	8.018.513	9.061.307
A113 Pécule de vacances	706.235,42	631.630	707.239
A114 Allocation de fin d'année	291.679,43	297.572	330.620
A115 Indemnités fonctions spéciales	224.194,59	231.331	261.418
A116 Indemnités de fin de mandat	612.835,59	193.217	436.700
A117 Indemnités de funérailles	0,00	32.308	35.677
A11	**9.605.291,27**	**9.404.571**	**10.832.961**
A12 REMBOURSEMENTS DE FRAIS			
A121 Cotisations de mutualité	207.431,82	240.000	248.600
A122 Frais de déplacement	353.740,42	385.000	426.975
A123 Frais exposés	1.428.912,32	1.391.563	1.606.069
A12	**1.990.084,56**	**2.016.563**	**2.281.644**
A13 FOURNITURES			
A131 Fournitures diverses	94.937,96	210.000	303.195
A132 Equipement informatique	39.378,36	137.076	122.322
A133 Formation en langues	0,00	361.120	359.920
A134 Assurances	190.671,16	189.510	186.940
A135 Télécommunications	66.201,48	54.000	70.000
A13	**391.188,96**	**951.706**	**1.042.377**
A14 PENSIONS			
A141 Cotisations	491.906,63	492.704	563.330
A142 Subside asbl Caisse de retraite	6.213.577,55	6.217.168	6.534.984
A14	**6.705.484,18**	**6.709.872**	**7.098.314**
A1	**18.692.048,97**	**19.082.712**	**21.255.296**
A2 COLLABORATEURS DES MEMBRES ET			
DES GROUPES POLITIQUES			
A21 TRAITEMENTS ET SALAIRES	12.826.652,46	15.500.000	15.666.276
A22 FRAIS DE DEPLACEMENT	375.679,13	455.000	409.900
A23 ASSURANCES	299.880,02	313.410	352.815
A24 PECULE DE VACANCES	807.480,66	750.350	848.388
A25 PRIME DE FIN D'ANNEE	813.244,87	821.000	1.210.783
A2	**15.122.937,14**	**17.839.760**	**18.488.162**
A3 FINANCEMENT DE LA VIE POLITIQUE			
A31 SUBSIDES AUX GROUPES POLITIQUES	2.922.778,69	3.015.842	3.357.613
A32 DOTATION AUX PARTIS POLITIQUES	5.151.369,69	5.302.682	6.001.606
A3	**8.074.148,38**	**8.318.524**	**9.359.219**
A4 RELATIONS EXTERIEURES			
A41 ORGANISMES INTER-PARLEMENTAIRES	34.207,35	118.000	118.000
A42 PARTICIPATION CONFERENCES ET COLLOQUES	0,00	40.000	40.000
A43 MISSIONS	34.940,87	210.000	210.000
A44 COMITES MIXTES	0,00	190.000	190.000
A4	**69.148,22**	**558.000**	**558.000**
A	**41.958.282,71**	**45.798.996**	**49.660.677**
B PERSONNEL			
B1 TRAITEMENTS ET SALAIRES	7.134.970,08	8.460.000	9.510.000
B2 ALLOCATIONS DE FOYER ET DE RESIDENCE	1.304,31	1.300	1.240
B3 ALLOCATIONS FAMILIALES	83.001,92	92.800	108.000
B4 INDEMNITES DE DISTANCE	336.020,17	444.000	492.000
B5 CHEQUES REPAS	140.388,30	201.000	198.000
B6 PECULE DE VACANCES	515.067,99	576.000	604.000
B7 ALLOCATION DE FIN D'ANNEE	298.774,80	355.000	361.000
B8 ONSS COTISATIONS PATRONALES	986.996,52	1.080.000	1.290.000
B9 MEDECINE DU TRAVAIL	14.424,85	18.800	19.300

B10 CONTROLE MEDICAL	6.431,86	8.500	9.300
B11 SECRETARIAT SOCIAL	38.988,00	33.300	41.000
B12 FORMATIONS	26.271,42	100.000	101.000
B13 INDEMNITES DEPLACEMENTS ET REPAS	321,00	1.000	1.000
B14 REMBOURSEMENT FRAIS ENGAGES	1.155,17	35.000	10.000
B15 MISSIONS A L'ETRANGER	2.197,00	22.000	22.000
B16 INTERVENTIONS SOCIALES	69.819,31	94.600	77.000
B17 ASSURANCES	362.397,71	392.410	444.795
B18 POLICE MILITAIRE	99.284,88	100.200	107.000
B19 PERSONNEL INTERIMAIRE	637.900,23	552.000	400.000
B20 PERSONNEL TEMPORAIRE CRA	325.578,98	350.000	357.000
B21 AUTRES PRESTATIONS ET TRAVAUX	2.239.856,41	2.485.000	2.101.456
B22 PROCEDURES RECRUTEMENTS	18.510,19	22.000	31.700
B	**13.339.661,10**	**15.424.910**	**16.286.791**
C BATIMENTS			
C1 LOYERS ET INDEMNITES D'OCCUPATION	548.988,15	640.000	450.430
C2 NETTOYAGE	539.341,24	600.000	622.325
C3 ENTRETIENS ET REPARATIONS	328.624,94	470.000	461.450
C4 DEMENAGEMENTS	0,00	70.000	70.000
C5 EAU	10.685,01	11.200	15.000
C6 GAZ	89.023,05	130.000	155.000
C7 ELECTRICITE	201.942,79	175.000	210.000
C	**1.718.605,18**	**2.096.200**	**1.984.205**
D MOBILIER-MATERIEL			
D1 ENTRETIENS ET REPARATIONS	882.039,55	1.200.000	1.383.155
D	**882.039,55**	**1.200.000**	**1.383.155**
E FOURNITURES			
E1 ARTICLES DE BUREAU-PETIT MATERIEL	128.935,11	155.000	155.000
E2 BOISSONS-ALIMENTATION-REPAS	190.769,47	265.000	200.000
E3 HABILLEMENT ET LINGE	28.787,47	36.000	41.140
E4 FLEURS-COURONNES	17.086,32	20.500	20.000
E5 ENVELOPPES-PAPIER	11.078,87	36.000	25.000
E	**376.657,24**	**512.500**	**441.140**
F IMPRESSION ET DOCUMENTATION			
F1 DOCUMENTS ET PUBLICATIONS	125.037,40	132.000	133.300
F2 DOCUMENTATION-LIVRES	36.136,32	42.000	42.000
F3 ARCHIVES	0,00	4.000	6.000
F4 JOURNAUX ET PERIODIQUES	110.374,84	105.000	54.000
F5 DROIT DE REPRODUCTION	298,52	750	4.000
F6 PHOTOCOPIEURS	48.618,79	72.000	84.250
F	**320.465,87**	**355.750**	**323.550**
G COMMUNICATIONS			
G1 FRAIS D'EXPEDITION	21.679,48	22.000	22.000
G2 TELEPHONIE-INTERNET	114.280,73	125.000	120.000
G	**135.960,21**	**147.000**	**142.000**
H TRANSPORT			
H1 ASSURANCE VEHICULES	720,70	800	605
H2 LOCATION VEHICULES	139.441,35	130.580	155.000
H3 CARBURANT	31.330,18	40.000	40.000
H4 REPARATION ET ENTRETIEN DES VEHICULES	5.680,44	6.100	6.100
H	**177.172,67**	**177.480**	**201.705**
I RELATIONS PUBLIQUES-PROTOCOLE			
I1 RELATIONS PUBLIQUES	280.656,09	470.000	457.000
I2 ACCUEIL DE DELEGATIONS ETRANGERES	9.570,94	20.000	20.000
I3 PROGRAMME D'ACCUEIL ET SENSIBILISATION	326.644,27	420.000	450.000
I	**616.871,30**	**910.000**	**927.000**
J TAXES ET IMPOTS			
J1 TAXES ET IMPOTS	214,28	12.000	16.507
J	**214,28**	**12.000**	**16.507**

K FRAIS FINANCIERS			
K1 FRAIS BANCAIRES	1.953,13	6.500	6.500
K	**1.953,13**	**6.500**	**6.500**
L ASSURANCES			
L1 ASSURANCES GREFFE	57.798,44	80.375	117.170
L	**57.798,44**	**80.375**	**117.170**
M SUBVENTIONS			
M1 SUBVENTIONS DIVERSES	56.350,00	40.000	40.000
M2 INSTITUT DESTREE	50.000,00	50.000	50.000
M3 ACTIONS MEMORIELLES	8.000,00	8.000	8.000
M	**114.350,00**	**98.000**	**98.000**
N ACTIONS PARTICIPATIVES			
N1 COMMISSIONS DELIBERATIVES		80.000	80.000
N2 CONSULTATIONS POPULAIRES REGIONALES		250.000	200.000
N		**330.000**	**280.000**
EXERCICES ANTERIEURS	**260.515,83**	**100.000**	**100.000**
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	**59.960.547,51**	**67.249.711**	**71.968.400**
DEPENSES DE CAPITAL			
ACAP MEMBRES			
ACAP1 MOBILIER ET MATERIEL	0,00	2.256.660	1.403.200
ACAP	**0,00**	**2.256.660**	**1.403.200**
CCAP BATIMENTS			
CCAP1 ACHATS	0,00	450.000	450.000
CCAP2 AMENAGEMENTS	11.346.491,25	18.373.818	5.902.911
CCAP	**11.346.491,25**	**18.823.818**	**6.352.911**
DCAP MOBILIER-MATERIEL			
DCAP1 BUREAUX	0,00	0	0
DCAP2 MOBILIER	60.547,06	45.000	45.000
DCAP3 MATERIEL DIVERS	55.881,93	21.000	21.000
DCAP4 MACHINES DE BUREAU	0,00	0	0
DCAP5 MATERIEL D'ENTRETIEN	0,00	0	0
DCAP6 EQUIPEMENT TELEPHONIE	0,00	0	0
DCAP7 MATERIEL INFORMATIQUE	274.525,72	1.497.215	438.000
DCAP8 SECURITE	0,00	0	0
DCAP9 TAPIS ET REVETEMENTS DES SOLS	0,00	0	0
DCAP10 OEUVRES D'ART	0,00	2.000	2.000
DCAP	**390.954,71**	**1.565.215**	**506.000**
EXERCICES ANTERIEURS	**0,00**	**50.000**	**50.000**
TOTAL DES DEPENSES DE CAPITAL	**11.737.445,96**	**22.695.693**	**8.312.111**
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	59.960.547,51	67.249.711	71.968.400
TOTAL DES DEPENSES DE CAPITAL	11.737.445,96	22.695.693	8.312.111
TOTAL DES DEPENSES	**71.697.993,47**	**89.945.404**	**80.280.511**
DOTATION SERVICE COMMUN DE MEDIATION	**1.620.000,00**	**1.654.000**	**1.762.000**
DOTATION FONDS DE RESERVE		**2.500.000**	
GRAND TOTAL	**73.317.993,47**	**94.099.404**	**82.042.511**

BUDGET DES RECETTES

	COMPTES	BUDGET	PROPOSITIONS
	2021	2022	2023
RECETTES COURANTES			
A MEMBRES			
A1 RECUPERATION DES INDEMNITES PARLEMENTAIRES DES MINISTRES	0,00	0	0
A2 RECUPERATION DE TRAITEMENTS DE COLLABORATEURS DES GROUPES	276.196,39	280.000	300.000
A3 RECUPERATION D'INDEMNITES DE DEPART	210.236,55	60.000	150.000
A4 AUTRES RECUPERATIONS MINISTRES	0,00	312.670	312.670
A5 RECUPERATION COURS DE LANGUES PCF	0,00	5.500	5.500
A	**486.432,94**	**658.170**	**768.170**
B PERSONNEL			
B1 RECUPERATION AGENTS DETACHES	43.102,90	44.800	51.700
B2 PARTICIPATION CHEQUES REPAS	29.227,38	41.658	41.100
B3 COTISATIONS A L'ASSURANCE GROUPE	68.692,03	81.300	90.500
B4 INTERVENTION AWIPH	7.667,16	7.970	8.500
B	**148.689,47**	**175.728**	**191.800**
C BATIMENTS			
C1 LOCATION D'IMMEUBLES	1,00	78.106	89.351
C2 LOCATION DE SALLES	0,00	1.000	1.000
C	**1,00**	**79.106**	**90.351**
K PRODUITS FINANCIERS			
K1 PRODUITS FINANCIERS	-206.833,54	0	0
K	**-206.833,54**	**0**	**0**
L ASSURANCES			
L1 INDEMNISATIONS	3.259,02	20.000	30.000
L	**3.259,02**	**20.000**	**30.000**
Z DIVERS			
Z1 ASSURANCE SOINS DE SANTE RETRAITES	16.176,66	16.460	16.770
Z2 RECUPERATIONS DIVERSES	10.078,58	5.000	5.000
Z	**26.255,24**	**21.460**	**21.770**
EXERCICES ANTERIEURS	**108.653,97**	**50.000**	**50.000**
TOTAL DES RECETTES COURANTES	**566.458,10**	**1.004.464**	**1.152.091**
RECETTES DE CAPITAL			
ZCAP VENTES			
ZCAP1 VENTES	0,00	1.000	1.000
ZCAP	**0,00**	**1.000**	**1.000**
EXERCICES ANTERIEURS	**0,00**	**0**	**0**
TOTAL DES RECETTES DE CAPITAL	**0,00**	**1.000**	**1.000**
TOTAL RECETTES DIVERSES	**566.458,10**	**1.005.464**	**1.153.091**
DOTATION PARLEMENT	**70.000.000,00**	**70.856.000**	**71.447.000**
TOTAL RECETTES DIVERSES ET DOTATION PARLEMENT	**70.566.458,10**	**71.861.464**	**72.600.091**
DOTATION SERVICE COMMUN DE MEDIATION	**1.620.000,00**	**1.654.000**	**1.762.000**
TOTAL RECETTES DIVERSES ET DOTATIONS	**72.186.458,10**	**73.515.464**	**74.362.091**
PRELEVEMENT FONDS DE RESERVE			
Dépenses courantes			
Dépenses de capital		20.583.940	7.680.420
TOTAL PRELEVEMENT		**20.583.940**	**7.680.420**
TOTAL DES RECETTES	**72.186.458,10**	**94.099.404**	**82.042.511**